

Les rendez-vous des communautés asiatiques
avec l'histoire du Pérou.

Les Asiatiques au Pérou

Près de cent cinquante ans se sont écoulés entre l'arrivée en 1849 des premiers coolies chinois et la récente prise d'otages à l'ambassade du Japon au Pérou. Cent cinquante ans pendant lesquels l'histoire des communautés, d'abord chinoise puis japonaise qui se sont constituées au Pérou sur la base de contrats de travail, abusifs et d'immigration de misère, s'est entrelacée avec celle de la nation d'accueil. Une histoire commune faite de conflits, de rejets mais aussi de métissage et d'enrichissement mutuel qui aboutit en 1990 à l'élection à la présidence du pays d'un fils d'immigrés japonais né au Pérou, Alberto Fujimori.

Se dégageant des affres de l'Indépendance, le Pérou aborde pacifié et fortuné la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Les rentes obtenues grâce à l'extraction du guano ainsi que les bénéfices d'une agriculture sucrière d'exportation en plein essor sont rendus possibles par l'importation d'une main-d'oeuvre asiatique servile. En cela, le Pérou imite d'autres nations qui, contraintes d'abandonner le système d'exploitation esclavagiste, cherchent en Inde et en Chine la main-d'oeuvre bon marché et docile qui leur manque. L'Espagne permet à Cuba d'introduire près de 120 000 Chinois pour ses plantations, l'Angleterre engage des coolies chinois et indiens dans ses possessions des Caraïbes et à Maurice, la Californie fait venir des Chinois pour assécher ses marais et travailler dans les mines, le Pérou enfin a recours à près de 100 000 d'entre eux pour collecter le guano des îles Chincha et intensifier la production des haciendas sucrières.

Trois événements en relation avec les Chinois marquèrent la fin du siècle. La rébellion de Pativilca, le traité de Tientsin et le siège de Lima. Comme à Cuba; les traitements réservés aux coolies chinois étaient souvent pires que ceux infligés aux anciens esclaves. Ces conditions inhumaines de travail furent à l'origine dans les haciendas de nombreux conflits vite matés jusqu'à la révolte de 1870 qui eut lieu au nord de Lima. Partant de l'hacienda Araya, elle s'étendit à toute la vallée de Pativilca. Incapable de contrôler la violence de cette marée humaine en colère, les *hacendados* durent faire appel aux troupes stationnées dans la capitale. Plus de trois cents coolies furent tués. Cet événement marque un tournant dans la mesure où se concrétise alors la peur de voir tous les Chinois maltraités

se rebeller dans tout le pays. Par ailleurs, les Chinois libérés de leur contrat qui, dans les villes, forment à présent une communauté organisée, veillent sur le sort de ceux qui sont toujours dans les domaines et avisent l'Empereur de Chine des conditions dans lesquelles ils vivent dans ce pays.

La situation est explosive et le gouvernement péruvien, ouvertement condamné par l'opinion internationale pour sa traite, des coolies, décide d'y mettre fin et de proposer à la Chine un traité d'Amitié et de Commerce. Ce traité signé à Tientsin en 1874 met fin à la traite et accorde aux Chinois résidant au Pérou les mêmes droits et protections que les citoyens de ce pays. Auparavant, les envoyés du gouvernement péruvien en route vers la Chine profitent de leur déplacement et du règlement de l'incident du *Maria Luz* (bateau battant pavillon péruvien faisant la traite de Chinois et retenu dans le port de Yokohama) pour signer en 1873 leur premier traité de paix, d'amitié et de commerce avec le Japon. Ces deux traités sont les premiers que le nouvel État-nation signera en Asie.

Dans les faits, si le traité de Tientsin met bien fin au système de la traite et donc à l'approvisionnement de la main-d'oeuvre chinoise par le biais de contrats abusifs, il ne peut empêcher que les derniers coolies introduits au Pérou et dont certains étaient encore prisonniers de leur contrat dans les années 1895, continuent à être maltraités. Le non-respect des termes du traité et l'acharnement des grands propriétaires côtiers à retenir de force cette main-d'oeuvre asservie explique le dernier événement qui marqua la société péruvienne.

Mauvais gestionnaire des rentes tirées de ces exportations et imprudent dans ses dépenses, le Pérou fut une proie facile pour son voisin chilien. Lorsqu'en 1880 l'armée chilienne envahit le territoire péruvien et saccage sur son passage les grands domaines sucriers du sud du pays, elle est reçue en libératrice par la majorité des coolies retenus dans les haciendas. Ces derniers aident les Chiliens dans leur progression par terre vers Lima et un

millier d'entre eux les accompagnent pendant le siège de la capitale, participant même à la bataille de Chorillos en janvier 1881. Ulcérée et vengeresse, la population liménienne s'en prendra en représailles aux Célestes et à leurs biens dans le quartier chinois. Peu après, mille coolies furent massacrés à Cañete.

Les conditions dans lesquelles les premiers Chinois arrivèrent puis s'établirent au Pérou les marquèrent du sceau de l'opprobre et du mépris. L'oligarchie péruvienne qui aurait aimé un nouvel apport migratoire blanc, à son image, supporte mal la visibilité et l'importance économique de cette communauté qui s'intègre par le mariage, le métissage, à la population. Son discours repris par de nombreux intellectuels est haineux, raciste et, malgré une cohabitation relativement pacifique entre la nouvelle classe ouvrière urbanisée et les petits commerçants chinois, il finit par le biais de la presse par empoisonner les relations entre métisses et chinois.

À la fin du siècle la physionomie de la communauté chinoise au Pérou change. C'est à cette époque qu'apparaît la figure irremplaçable du petit commerçant chinois prêt à s'établir dans tout le pays. On le retrouve dans tous les bourgs et villes de la côte, dans les Andes et en Amazonie. Par ailleurs, de grands commerçants importateurs et négociants venus de Hong Kong et de Californie investissent partout dans le pays en reprenant d'immenses exploitations agricoles et en les modernisant. Les Chinois étaient alors autorisés à faire venir des parents, des épouses, mais seuls les plus aisés en eurent les moyens. Sous l'effet des inter-mariages et d'une vigoureuse prise en main de l'église, la communauté tendit en fait à se replier sur elle-même, se séparant de ceux qui continuaient dans la voie du métissage.

Privée de ses coolies, l'oligarchie qui forme à présent la puissante *Sociedad Nacional Agraria* a toujours autant besoin de main-d'oeuvre : le coton, nouvelle richesse du Pérou, demande un grand nombre de travailleurs, elle espère un temps convaincre les Andins à travailler dans les haciendas côtières mais ces derniers, peu nombreux, ne peuvent fournir qu'un travail saisonnier. Sous l'impulsion d'un des leurs, Augusto. B. Leguia, futur président du Pérou (1908-1912 et 1919-1930), les membres de la SNA sont contraints d'avoir recours à une nouvelle main-d'oeuvre asiatique: les Japonais. Ainsi, initialement, près de 18 000 furent introduits et engagés sous contrat par l'intermédiaire d'agences soutenues par le gouvernement nippon.

L'arrivée des Japonais et de leur famille soulagea temporairement seulement les grands propriétaires. En effet, ceux-ci restèrent peu de temps de simples ouvriers agricoles. Contestant les termes de leur contrat, exigeant de meilleures conditions de vie, la plupart quittèrent les haciendas pour rejoindre Lima et d'autres villes côtières afin d'y exercer leurs talents d'artisans et de commerçants. Ils vinrent ainsi grossir, à Lima et à Callao, la population d'origine asiatique déjà en concurrence avec

celle des métis indiens récemment installés. À Lima et à Callao leur nombre dépassa bientôt celui des Chinois, 5 000 environ. En 1936 le gouvernement péruvien qui avait mis fin en 1930 à toute nouvelle entrée d'Asiatiques dénonçait auprès de l'ambassade du Japon les 22 000 Japonais recensés contre les 16 000 autorisés. Ils étaient 33 000 dix ans plus tard.

Bourgeoisie eugéniste et hygiéniste, syndicats ouvriers, classes populaires et une majorité d'intellectuels ne cessèrent de manifester leur hostilité contre ceux que l'on appelait < chinos », Chinois et Japonais confondus. En 1909, en même temps que - à l'exemple de ce qui se passait dans l'État de Californie -, des entraves sont posées à la poursuite d'une libre entrée des Chinois en territoire péruvien, le gouvernement dénonce le traité de Tientsin. Les diplomates des deux nations s'accordent à le prolonger sous la forme du protocole Porras-Wutingfang. En 1914, le Pérou durcit sa politique en dénonçant à la fois le traité et le protocole. Les relations entre la Chine et le Pérou seront empoisonnées par le problème de l'immigration jusqu'en 1940, année qui verra la suspension définitive du protocole et des accords Coucha-LiChuin de 1934. De nouveaux accords entre Solf y Muro et Li Chuin sont signés en 1941 afin de permettre le rapatriement des sino-péruviens retenus en Chine par la guerre.

Avec le Japon les rapports sont au départ plus conciliants bien qu'il faille ici distinguer l'opinion populaire et les intérêts du Pérou. En effet, si la population affiche une égale hostilité envers les Chinois et les Japonais il n'en est pas de même pour le gouvernement. Celui-ci partagé entre son désir de stopper toute immigration venant d'Asie, reste malgré tout très influencé d'un côté par les bonnes relations que A. Leguia entretient avec les hommes de pouvoir nippons et de l'autre, par les performances économiques et militaires du Japon. Contrairement au souhait du Pérou, les relations avec ce pays vont, comme avec la Chine, se détériorer elles aussi. L'économie de guerre japonaise a grand besoin de matières premières (minerais, coton, laine, etc.) que le Pérou au départ est heureux de lui procurer. En échange, il lui achète des armes et bénéficie d'instructeurs militaires. Mais avec la chute en 1930 du président A. Leguia, protecteur des Japonais, avec la montée inquiétante de l'impérialisme nippon (invasion de la Mandchourie) et les pressions toujours plus fortes de l'ambassade du Japon sur le Pérou pour recevoir plus de Japonais - dont certains forment déjà des colonies agricoles sur le territoire péruvien -, et imposer la vente de leurs tissus sur le marché péruvien, le gouvernement va prendre ses distances et réagir. De 1934 à 1940 les relations ne vont cesser de se détériorer. Elles seront rompues après le soulèvement liménien anti japonais du mois de mai 1940 qui fit dix morts et au cours duquel les établissements nippons furent saccagés. Allié aux États-Unis, le Pérou fera déporter dans des camps d'internement au Texas 1 800 Japonais accusés de conspiration contre leur pays d'accueil et les alliés.

Après la rupture née de la guerre, un long chemin a été parcouru mais il aura fallu cinquante années pour que s'efface cette image négative des Asiatiques au Pérou. Cinquante années pendant lesquelles les deux communautés se sont discrètement intégrées en participant activement à la vie intellectuelle, économique et politique du pays tout en restant, pour certains de leurs membres, très attachés aux anciennes structures communautaires de type associatif:

L'élection du président Alberto Fujimori a fait porter un regard nouveau sur les communautés asiatiques du Pérou. Sa volonté affichée et souvent condamnée car considérée comme un excès, de s'entourer de personnalités d'origine asiatique a révélé au public l'existence d'une élite communautaire.

Après-guerre, les familles d'origine chinoise et japonaise ont progressivement intégré et constitué la classe moyenne urbaine. Les Nikkeis, descendant de Japonais et les Tusans, descendants de Chinois, se sont spécialisés dans certaines activités comme la miroiterie, l'agroalimentaire, la distribution sous toutes ses formes (électroménagers, supermarchés, matériel électronique, automobiles importées, la papeterie, etc.) ainsi que l'industrie de la chaussure et des plastiques. De grandes fortunes se sont édifiées. Profitant d'excellents collèges gérés par la communauté, comme la Coopérative *la Union*, les parents ont investi dans l'éducation des enfants. Le taux de réussite est de plus de 41 % en fin de secondaire contre 35,5 % pour la moyenne nationale. Le même écart est constaté pour l'achèvement des études supérieures. La communauté chinoise bénéficie également de bons établissements scolaires (le Juan Paulo XXIII) qui offrent les mêmes chances aux descendants de Chinois et aux Péruviens qui les fréquentent. On trouve les Tusans et les Nikkeis dans l'ingénierie, la médecine et les professions paramédicales, l'économie et l'administration d'entreprises ; on les trouve également dans l'enseignement et la haute administration. C'est dans ce vivier des élites d'origine

asiatique que le président A. Fujimori a trouvé certains de ses plus proches collaborateurs et ministres comme, J. Yoshiyama, D. Hokama, L. Baba, V. Joy Way, G. Lau Kong, V. Diaz Lau etc. Ce choix va de pair avec un désir déclaré de rapprocher le Pérou de l'Asie, de joindre en quelque sorte leur destin, en prenant le modèle de développement asiatique pour exemple.

Les rendez-vous de l'histoire sont parfois saisissants. Avec la prise d'otages de l'ambassade du Japon, Alberto Fujimori a dû affronter l'une des épreuves les plus délicates et pénibles à la fois de ses deux mandats. La mort d'otages japonais et péruviens, en plus de lui faire perdre la face en Asie, se serait soldée par un retentissant échec politique et une perte de confiance au niveau national. Ceux qui, pendant quatre mois, ont mis en balance son devenir politique, se réclamaient du MRTA (Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru) et exigeaient la libération du fondateur de leur mouvement: Victor Polay. Or,

V. Polay est le fils de V. Polay-Risco et le petit-fils de Poleysen, chinois sous contrat de l'hacienda Paramonga. Le rendez-vous aura été tragique entre V. Polay et A. Fujimori, tous deux pourtant convaincus d'apporter les bonnes réponses. Farouchement opposés par leurs idéaux et l'avenir qu'ils veulent offrir à leur pays, ces deux hommes, issus de l'immigration asiatique, font partie intégrante de l'histoire du Pérou.

■ **Isabelle LAUSENT-HERRERA**

Isabelle Lausent-Herrera, est chargée de recherche au CNRS-CREDAL.